

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE QUÉBEC

(Recours collectif)  
COUR SUPÉRIEURE

---

NO: 200-06-000172-141

DANIEL LEPAGE

Demandeur

c.

LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE  
AUTOMOBILE DU QUÉBEC

ET

ASSOCIATION DES CENTRES DE  
RÉADAPTATION EN  
DÉPENDANCE DU QUÉBEC ET  
SES MEMBRES LES CENTRES DE  
RÉADAPTATIONS EN  
DÉPENDANCE

ET

CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET  
DE SERVICES SOCIAUX DU BAS-  
SAINT-LAURENT

ET

ALS

Défendeurs

---

---

DÉFENSE DE LA DÉFENDERESSE SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE  
AUTOMOBILE DU QUÉBEC (SAAQ)

**Exposé sommaire**  
(Article 170 C.p.c.)

---

1. Le demandeur prétend que la SAAQ aurait fautivement refusé de délivrer de nouveaux permis de conduire sur la base de recommandations non favorables émises par les évaluateurs des Centres Intégrés de Santé et de Services sociaux;
2. Il prétend également que la SAAQ aurait contrevenu aux droits fondamentaux des conducteurs contraints à subir une évaluation lors de l'adoption du système d'évaluation;
3. Enfin, il prétend que la SAAQ aurait contrevenu, dans sa prise de décision, aux articles 4 et 5 de la *Loi sur la justice administrative*;
4. La SAAQ soumet que l'essence même du recours collectif relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif du Québec tel que le prévoit d'ailleurs l'article 14 de la *Loi sur la justice administrative*;
5. L'action collective est un mécanisme procédural qui n'ajoute rien à la compétence de la Cour supérieure mentionnée à l'article 33 du *Code de procédure civile* :  

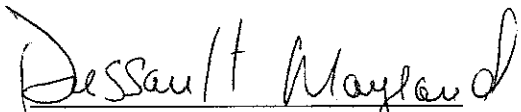
La Cour supérieure est le tribunal de droit commun. Elle a compétence en première instance pour entendre toute demande que la loi n'attribue pas formellement et exclusivement à une autre juridiction ou à un organisme juridictionnel.
6. À l'inverse, cette procédure collective ne peut avoir pour effet de soustraire un litige qui relèverait de la compétence exclusive d'un autre tribunal;
7. Là où la Cour supérieure n'a pas compétence *rationae materiae* pour se saisir d'un recours exercé sur une base individuelle, elle n'est pas davantage compétente à l'égard d'un recours de même valeur qui serait exercé sur une base collective;
8. La procédure de l'action collective ne doit pas être utilisée comme un moyen de contourner la juridiction des organismes administratifs. La procédure de l'action collective n'est pas le véhicule procédural approprié pour exercer une demande initiale, en révision ou en appel des décisions rendues par les décideurs administratifs;
10. La SAAQ soutient que le recours en dommages du demandeur vise à faire revivre des droits qui autrement seraient éteints;
11. La SAAQ invoque le principe de la stabilité juridique des actes et décisions de l'administration gouvernementale;
12. La SAAQ soulève le caractère tardif du recours collectif par lequel le demandeur recherche subrepticement un jugement de la Cour supérieure visant à invalider les décisions prises par la SAAQ et/ou le Tribunal administratif du Québec conformément à la loi;

13. Le demandeur recherche en fait un jugement de la Cour supérieure par lequel celle-ci se trouverait indirectement à invalider le protocole d'évaluation;
14. Or, le demandeur ne demande aucunement à la Cour supérieure d'invalider le protocole;
15. Si tel était le cas, cela aurait pour effet d'invalider le nouveau permis qu'il a obtenu puisque sans protocole, il lui serait impossible d'établir que son rapport à l'alcool ou aux drogues ne compromet pas la conduite sécuritaire d'un véhicule routier au sens de l'article 76.1.2 du *Code de la sécurité routière*;
16. La SAAQ invoque la présomption générale de validité et de régularité procédurale à l'endroit des actes de l'Administration pris sous l'autorité de la loi;
17. Elle invoque également la défense de pouvoir d'origine législative et l'immunité se rattachant aux décisions de nature politiques;
18. Elle soulève l'immunité que lui accorde l'article 16 de la *Loi sur la Société de l'Assurance automobile* applicable à la fois dans la sphère politique et opérationnelle;
19. Le demandeur soutient que le système d'évaluation ne présente pas un lien réel et rationnel avec l'objectif visé par le *Code de la sécurité routière*;
20. À cet égard, le demandeur ne fait aucune mention ou référence à une quelconque preuve d'expert et il ne peut aucunement soutenir que ces prétentions sont de connaissance judiciaire;
21. Bien qu'elle soutienne que la Cour supérieure n'est pas compétente pour entendre le présent litige, sur la poursuite en responsabilité civile, la SAAQ soumet subsidiairement ce qui suit :
22. La conception du système d'évaluation respecte la loi et a été effectuée de manière diligente et sérieuse conformément à l'état d'avancement de la science en semblable matière;
23. En tout temps pertinent, la SAAQ s'est conformée à ses obligations et a agi de manière diligente relativement à l'application du protocole et au suivi de l'entente;
24. La SAAQ n'a commis aucune faute;
25. Les prétendus dommages subis par le demandeur sont non fondés et/ou grossièrement exagérés;
26. Il n'existe aucun lien de causalité entre les prétendues fautes de la SAAQ et les prétendus dommages subis par le demandeur;

27. La cause immédiate des prétendues dommages subis par le demandeur repose essentiellement sur la faute lourde qu'il a commise en conduisant un véhicule en état d'ébriété;
28. Or, l'intervention subséquente de la SAAQ ne constitue dans ces circonstances aucunement un *novus actus interveniens* pouvant rompre le lien de causalité entre la faute lourde commise par le demandeur et les prétendus dommages qu'il aurait subis;
29. Il n'existe aucune solidarité entre la SAAQ et les co-défenderesses;
30. La SAAQ a agi conformément à la loi et aucune responsabilité ne peut être retenue contre elle.

**POUR CES MOTIFS**, la Défenderesse, la SAAQ, demande à cette cour :  
**D'ACCUEILLIR** la présente Défense;  
**DE REJETER** la Requête introductive d'instance;  
**LE TOUT AVEC LES FRAIS DE JUSTICE**, incluant les frais d'expertise.

Québec, le 29 avril 2016

  
**Dussault, Mayrand**  
**AVOCATS**

**Me André Buteau et**  
**Me Jean Renaud,**  
**Procureurs de la**  
**défenderesse SAAQ**

N° : 200-06-000172-141

(Recours collectif)  
**COUR SUPÉRIEURE  
DISTRICT DE QUÉBEC**

**DANIEL LEPAGE**

Demandeur

c.

**LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE  
AUTOMOBILE DU QUÉBEC**

et

**ASSOCIATION DES CENTRES DE  
RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE  
DU QUÉBEC ET SES MEMBRES LES  
CENTRES DE RÉADAPTATIONS EN  
DÉPENDANCE**

Défendeurs

**DÉFENSE DE LA DÉFENDERESE  
SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE  
AUTOMOBILE DU QUÉBEC (SAAQ)**

**Exposé sommaire  
(Article 170 C.p.c.)**

Code : (BM-0812)

**Me André Buteau**

**Me Jean Renaud**

DUSSAULT, MAYRAND

333, boulevard Jean Lesage N-6-1

Québec (Québec) G1K 8J6

Téléphone : 418 528-4346

Télécopieur: 418 528-0966